

Le samedi 11 mars 14h à Brest (Liberté) pour rassembler la gauche

Cet appel a été envoyé aux forces de gauche, aux organisations syndicales, aux associations qui se sont battues contre la loi El Khomri, contre le CETA et le TAFTA avec lesquelles le Parti Communiste a eu tant de combats communs dans la dernière période.

Appel de la Fédération du Parti Communiste du Finistère au rassemblement de la gauche et à la mobilisation citoyenne pour le rendre possible :

retrouvons-nous le samedi 11 mars à Brest place de la Liberté et à la Maison des Syndicats !

Notre société est à un carrefour de civilisation.

Le peuple de gauche aspire à tourner la page d'un système politique réduit à l'impuissance. Un système qui engraisse les riches et le capital.

Les Français, et tout particulièrement le peuple de gauche, ne supportent plus les politiques dures pour les faibles, les solidarités, les services publics, faibles contre les puissants, les exilés fiscaux, les multinationales, la finance.

Aujourd'hui, nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui veulent pouvoir intervenir et décider en tout ce qui concerne leur vie, leur travail, leur environnement.

Une victoire de la droite et de l'extrême-droite précipiterait notre société dans plus de violence sociale, d'inégalités, d'intolérance, de divisions.

Macron, candidat de la finance et torpille contre ce qui reste de gauche à se tenir debout, veut la flexibilité et la précarisation à tous les étages et la réforme de la France au service des capitalistes.

Une victoire de la gauche en mai et en juin ouvrirait des possibles.



Mais de quelle gauche parlons-nous ? Celle qui a tissé la toile de la déconstruction des progrès issus des luttes, des rassemblements, du mouvement populaire, ou cette gauche qui veut reconstruire de la justice, de l'égalité, de la paix. Une victoire de la gauche qui combat le chômage, les inégalités, la pauvreté, une victoire de la gauche qui lutte et qui ouvre un nouvel espoir, un nouvel avenir de progrès. En une phrase, une gauche qui ouvre une alternative aux politiques d'austérité et néo-libérales dictées par le capitalisme financier.

Cette double question – alternative à l'austérité et au libéralisme et exigence de rassemblement – prend corps dans la société.

Nous n'y sommes pas pour rien, nous qui portons cette ambition depuis des mois et avons fait le choix de ne pas présenter de candidat communiste aux élections présidentielles pour éviter la division et rendre plus fort une proposition de gauche alternative, en l'occurrence la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Mais nous n'en sommes qu'au début. Il nous faut éviter le piège d'attendre, de se dire que les présidentielles sont perdues pour le peuple, pour la gauche, qu'il ne s'agit que de prendre position pour la recomposition d'après du champ politique.

Cinq ans de politique de droite ou d'extrême-droite feraient

voler en éclat des conquêtes sociales et démocratiques fondamentales de notre peuple, renforceraient la position idéologique des idées réactionnaires.

Face à la bande des trois, Macron, Fillon, Le Pen, il y a urgence. Urgence pour les gens, urgence pour la planète, urgence pour la démocratie, urgence pour les générations à venir.

Il ne s'agit plus maintenant de n'écouter que sa rancœur et son ressentiment. Il faut construire de l'espoir, se projeter vers l'avenir et les possibles de la situation, et construire dans le débat sur les contenus et les programmes les conditions d'une nouvelle majorité de gauche, basée sur un pacte de rupture avec le libéralisme, la monarchie présidentielle, le refus de prendre pleinement en considération les crises écologiques, et sur un programme de progrès social et démocratique. Sans rassemblement entre Hamon et Mélenchon, et au-delà, la gauche du PS, France Insoumise, le PCF, EELV, tout porte à croire que Macron, l'extrême-droite et la droite dure auront un boulevard devant eux pour balayer les idées de gauche et les acquis des luttes sociales à l'issue des Présidentielles et des Législatives.

Nous n'avons ni le droit, ni la volonté de nous résigner à la division et à la déroute de la gauche, en dépit des obstacles au rassemblement, et des différences de projets réelles mais non insurmontables.

Construire le Front Populaire de notre époque est possible. Les dangers pour la population ne sont pas moins grands qu'en 1936, le besoin de transformation de notre système social, économique et politique également.



Nous voulons nous battre pour gagner, pour apporter de l'oxygène à la population et aux luttes des salariés, des chômeurs, des sans-droits, des retraités.

Renoncer par principe à toute perspective de rassemblement de la gauche sur des contenus de progrès tournant le dos au quinquennat Hollande est mortifère.

Attendre d'un homme ou d'une femme le rôle de sauveur suprême laisse l'avenir aux forces du capital. Rien ne peut changer, rien de peut se fédérer pour faire changer la politique menée depuis trois décennies, sans que le peuple s'en mêle.

C'est pourquoi la Fédération du Finistère du Parti Communiste appelle à un rassemblement citoyen à le Samedi 11 mars à BREST place de la Liberté à 14h pour dire notre exigence d'un rassemblement de la gauche authentique pour les Présidentielles et les Législatives, face à la triple menace MACRON- LE PEN- FILLON.

Nous invitons tous les citoyens de gauche soucieux d'éviter la victoire de la droite et de l'extrême-droite à participer à ce rassemblement.

Nous invitons aussi toutes les forces associatives, syndicales, de gauche du Département à venir discuter avec nous des conditions d'un Pacte de majorité de gauche à 15h à la Maison des Syndicats pour débattre et construire ensemble.

Pour nous, parce que nous sommes des millions à gauche à le vouloir, ce pacte de majorité doit s'appuyer sur :

1. Une nouvelle ambition de progrès social avec l'abrogation de la loi El Khomri et son remplacement par une loi de sécurité de l'emploi et de la formation ; la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires, des retraites, des minima sociaux ; un développement de la Sécurité sociale avec la retraite à 60 ans et un retour progressif vers un remboursement de tous les soins à 100 % grâce à une réforme de son financement étendu aux revenus financiers ; un plan de financement du droit à l'autonomie des personnes âgées; un plan global d'action pour l'autonomie et l'émancipation de la jeunesse dans tous les domaines ; un plan de relance de tous les services publics, la fin de la baisse des dotations aux collectivités locales et un plan de mobilisation pour le logement social et contre les loyers chers.

2. Une VIe République démocratique qui nous sorte du régime présidentiel, avec notamment la proportionnelle à toutes les élections et un statut de l'élu-e, des droits nouveaux pour les citoyens et pour les salariés dans les entreprises, le droit de vote des étrangers résidant en France ; la lutte contre toutes les discriminations, qu'elles soient liées à l'origine, à la confession, à l'orientation ou l'identité sexuelle, la maladie ou le handicap ; le récépissé pour lutter contre les contrôles de police au faciès ; la constitutionnalisation du droit à l'avortement.

3. L'égalité femmes-hommes avec la création d'un ministère de plein droit pour l'égalité femmes-hommes ; une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, l'éducation à l'égalité, le renforcement des dispositifs contraignants pour l'égalité salariale et professionnelle ; des mesures pour garantir le droit à disposer de son corps

4. La lutte contre la finance pour prendre le pouvoir sur

l'argent avec un plan d'action contre l'évasion fiscale, une COP fiscale mondiale, une réforme de justice fiscale, la création d'un pôle public bancaire pour changer le rôle du crédit, la suppression du CICE et une modulation de l'imposition des entreprises sur critères sociaux et environnementaux.

5. Un nouveau mode de production et de consommation visant la réponse aux besoins humains et la transition écologique avec un moratoire sur les licenciements et une nouvelle industrialisation créant un million d'emplois dans les filières d'avenir ; un plan d'urgence pour le climat et la qualité de l'air ; un nouveau modèle agricole garantissant des prix rémunérateurs aux paysans.

6. Une France à l'offensive en Europe et dans le monde avec la remise en cause du traité budgétaire européen et un fonds d'investissements financé par la BCE pour le développement des services publics et de l'emploi, une méthode de convergence sociale et fiscale par le haut, le respect des choix souverains des peuples européens ; une conférence européenne pour la paix et le désarmement ; l'abandon des négociations TAFTA, CETA et TISA au profit de nouveaux traités internationaux pour le bien commun.

La Commune contre Versailles
: Vœux 2017 du PCF Finistère



Ismaël Dupont secrétaire départemental du PCF Finistère et Xavier Compain, porte-parole des communistes bretons.

Tout d'abord, au nom du Conseil Départemental du PCF Finistère, merci à tous d'avoir bravé le froid et répondu présent, adhérents, élus du PCF, représentants syndicaux, associatifs, représentants des forces de gauche du département. Nous avons le plaisir d'accueillir ce matin Xavier Compain, nouveau secrétaire régional et porte-parole du PCF Bretagne, candidat du Front de Gauche aux Régionales, membre de la direction nationale du Parti Communiste et animateur du pôle Agriculture-Pêche-Forêt. Nous avons voulu cette année, marquée par les campagnes présidentielle et législatives, par les périls liés au retour au pouvoir d'une droite radicale, ultra-libérale, et aux volontés de conquête d'une extrême-droite en embuscade, faire des vœux avec un fort contenu politique.



« La Commune contre Versailles : mobilisés contre la monarchie présidentielle ! »

Il y a exactement 224 ans, le 21 janvier 1793, était décapité le roi Louis XVI, redevenu Louis Capet, après un procès d'un mois à la Convention.

Le « *règne des préjugés serviles* », comme le disait Marat dans son compte rendu de la première comparution du roi devant la Convention, allait-il prendre fin définitivement ?

Était-il venu le temps de la souveraineté du peuple ? De la fin du despotisme et de l'assujettissement ?

L'histoire a bien montré que les choses n'étaient pas aussi simples, les différentes périodes de notre Ve République, et tout dernièrement les cinq ans du quinquennat Hollande, ont fait une nouvelle fois la démonstration que nos institutions et nos pratiques politiques relevaient encore d'une forme de **monarchie présidentielle**.

Ce n'est pas ces temps de campagne électorale et les fièvres narcissiques et idolâtres de la Présidentielle qui vont nous apporter de démenti. Où l'on voit des candidats auto-proclamés, persuadés de leur prédestination, habités par le sentiment de leur importance, je pense notamment à Macron, s'auto-produire en super-héros devant des milliers de fans qui vibrent au spectacle de la Providence revenue sur terre, et des médias qui, plutôt que de décortiquer les programmes et de les confronter, nous font assister au lever, au coucher, aux parties de chasse et de frivolités des prétendants à la royauté entourés chacun de leur nuée de courtisans anxieux attendant d'une éventuelle victoire des avantages divers.

C'est Versailles !

C'est toujours Versailles... et la Commune qu'on assassine ! La Commune qui avait pris le dessus en 1792-1793, celle qu'on écrasa en 1871.



La faiblesse des politiciens soumis au capitalisme financier

Et pourtant, les Présidents semblent, à tout observateur sérieux, ne jamais avoir eu si peu de pouvoir de changer le cours des choses.

Faute à la réduction du pouvoir politique et économique de la France, qui n'est plus cette puissance internationale dont on redoute l'arrogance, à la mondialisation libérale, aux contraintes institutionnelles et monétaires de l'Europe, et surtout à ces nouvelles féodalités bien plus puissantes que les anciennes que constituent les Pouvoirs capitalistes : banques, sociétés d'assurance, milliardaires actionnaires de centaines de sociétés, de médias, comme Bernard ARNAUD, qui gagne 1 million d'euros par heure, ce qu'un salarié moyen mettra 50 ans à accumuler !

C'est cette perte de sens et de pouvoir du « Président-roi » qui fait que fonction présidentielle et ministérielle n'est plus sacrée.

On gifle le premier ministre. On se moque du Président. On lui crache à la figure en pensée tous les matins.

C'est à cause de l'inefficacité tragique du pouvoir politique face à l'aggravation des problèmes qui minent notre société : désindustrialisation, chômage de masse, précarité, croissance des inégalités et de la pauvreté, souffrances au travail.



Le pouvoir du peuple passe par d'autres choix

Pour nous évidemment, cette inefficacité politique face au chômage, aux inégalités, à la dégradation des conditions de vie et de travail, n'est pas fatale, elle procède de choix politiques conscients et de longue durée visant à renforcer considérablement les Pouvoirs Capitalistes, et ce n'est pas une élection qui à elle seule peut changer le cours des choses, mais la prise de conscience des peuples, leur décision de ne plus subir, de ne plus accepter, et de s'organiser pour mettre en mouvement leur puissance transformatrice.

Mais le besoin de réponses urgentes à ces problèmes qui se métastasent dans notre société, créant de la brutalité, de la haine de soi et des autres, se retrouve aussi dans les espoirs immodérés, irrationnels, que l'on place dans l'avènement au pouvoir suprême d'une personnalité.

Eugène Pottier nous a pourtant prévenu dans les Paroles de l'Internationale, la Commune contre Versailles, disais-je :

« Il n'est pas de sauveurs suprêmes – Ni Dieu ni César ni Tribun – Producteurs sauvons-nous nous-mêmes ».

L'inversion du calendrier électoral par Lionel Jospin, le passage au Quinquennat, et le renoncement à toute forme de proportionnelle à l'élection législative, ont encore accentué le problème d'une toute puissance du Président dans la vie politique française, avec un gouvernement qui ne procède pas d'une majorité parlementaire, mais de son élection

personnelle.

Aujourd'hui, nous nous trouvons face à des majorités parlementaires qui mangent dans la main du Président, qui subissent son agenda, le plus souvent non dévoilé pendant l'élection, issu de calculs et d'influences. On préside, on gouverne sans contrat, sans légitimité démocratique.

Les députés, comme les 10 députés du PCF et du Front de Gauche, proposent des lois de progrès social, on ne leur accorde pas la moindre attention. Le cœur de la majorité vote comme un seul homme, lié par une solidarité mécanique et d'intérêts, les dispositifs gouvernementaux les plus aberrants voulus au sommet de l'État.

Le 28 janvier, je serai, avec d'autres candidats aux Législatives du Parti Communiste, présent au rassemblement devant l'Assemblée Nationale, pour dire notre volonté et notre besoin d'en finir avec cette monarchie présidentielle, celle qui consiste à utiliser le 49-3 pour faire passer une loi de dérégulation du travail et de précarisation des travailleurs rejetée par 2/3 des Français et qui n'auraient pas trouvé de majorité de gauche au Parlement, celle qui permet de s'asseoir sur ses promesses de campagne en soumettant les besoins sociaux du pays aux règles du traité budgétaire européen austéritaire et libéral négocié par Merkel et Sarkozy, dépossédant ainsi le peuple du pouvoir de choix économique et budgétaire sans la moindre consultation populaire, celle qui redessine les collectivités et les régions françaises sans veiller à ce que les citoyens aient leur mot à dire, celle qui envoie les syndicalistes et les salariés en lutte pour leurs emplois en justice, celle qui matraque et violente les jeunes engagés dans les combats sociaux et environnementaux, et protège les délinquants en col blanc, comme dernièrement Christine Lagarde, les évadés fiscaux, les corrompus du monde politique et économique, celle qui préserve et approfondit des inégalités sociales pour servir les intérêts d'une petite élite qui s'auto-congratule, s'auto-alimente, s'auto-distribue

les places à responsabilité d'un bord et de l'autre de manière à ce que les intérêts de la finance et de l'oligarchie soient bien préservés malgré les alternances.

Oui, la Révolution reste au programme...



La Révolution est toujours d'actualité

Peut-être pas de l'histoire enseignée à l'Éducation Nationale, ou alors sous une forme momifiée, déchargée de sa dimension subversive. Mais au programme de notre temps !

Une révolution pour que le peuple cesse d'être méprisé, pour qu'il cesse d'abdiquer sa souveraineté et soit rétabli dans ses droits !

Une révolution démocratique qui permette de refonder notre démocratie politique et sociale, qui rende possible un nouveau « printemps pour notre république » pour reprendre le titre d'un essai stimulant et brillant de notre camarade marseillais Pierre Darhéville, candidat aux législatives lui aussi avec Gaby Charroux.

Aujourd'hui, il y a urgence à dépersonnaliser nos institutions, à déprofessionnaliser la politique, à détechnocratiser la prise de décision. Il faut mettre fin au cumul des mandats dans le temps et en nombre comme à certain privilèges et rentes de situation des grands élus.

Mais surtout, si on veut réconcilier les citoyens avec la politique, il faut reconstruire une perspective de mieux vivre

social par l'action collective, au lieu de la guerre de tous contre tous, de l'individualisme, du salut des plus débrouillards et de la compétition économique qui font aujourd'hui force de loi.

La Révolution sociale – et internationale – dans le régime de la propriété, de l'échange, de la production, des rapports internationaux, est toujours et plus que jamais au programme quand les 8 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, quand 10 % de la population mondiale vit avec moins de 2 dollars par jour, quand les 14 membres du cabinet Trump, soi-disant « *le candidat anti-système de la revanche des classes populaires contre les démocrates* », possède autant de richesse qu'un tiers des Américains et que les 60 Etats les plus pauvres de la Planète.

Certes, les expériences de révolution communiste ou socialiste au XXe siècle n'ont pas été des succès éblouissants, certes elles ont posé la question en leur fond du Pouvoir oppressif, certes le projet révolutionnaire est à réinventer, à reconstruire, tenant compte de l'affaiblissement sociologique du monde ouvrier, des défis écologiques, de la démocratie et du droit des individus et des minorités à disposer d'eux-mêmes, mais il serait mortifère de prétendre que notre société capitaliste, inégalitaire, oligarchique, est le dernier mot de l'espoir humain, de renoncer aux exigences de l'intérêt général et de la raison qui commandent de penser une alternative à ce système qui assure la toute-puissance aux possédants, nourrit l'exploitation, l'intolérance, la peur et la haine de l'autre.

On fête aussi cette année les 100 ans de la Révolution d'Octobre, qui, dans la longue nuit de la première guerre mondiale, dans l'agonie des rêves internationalistes et de paix du mouvement ouvrier et socialiste, a permis le renouveau d'une appropriation populaire de la lutte politique et de l'espoir d'un monde débarrassé de l'exploitation.

Les Partis Communistes, avec toutes les limites des modèles proposés qui n'en étaient pas et notamment de la sujétion à la dictature soviétique, ont servi dans l'histoire de notre pays et du monde de puissants moteurs aux combats démocratiques, féministes, anti-colonialistes, et aux conquêtes sociales.

Ils ont permis la constitution du peuple et des prolétaires en sujets politiques que l'on respecte et que l'on craint.

Ils ont fait de l'engagement politique autre chose qu'une lutte de pouvoir : un dévouement désintéressé et total, guidé par la soif de justice sociale, l'optimisme, et la foi, le goût de l'héroïsme ,

Un outil pour forger des solidarités concrètes, pour nourrir la fraternité et faire émerger la liberté dans la lutte, pour construire de l'égalité là où les dominations s'entretenaient avec plus ou moins d'apparences dissimulatrices.



Les communistes porteurs d'unité : le chemin des conquêtes sociales et démocratiques

On l'a redécouvert dernièrement avec le film de Gilles Perret « *La Sociale* » sur Ambroise Croizat et la naissance de la Sécurité Sociale, la France serait tout autre sans le Parti Communiste, son engagement dans le Front Populaire, la

Résistance, la construction d'une République sociale à la libération, les mouvements populaires contre la guerre, la colonisation, pour le progrès social, sans l'horizon que l'utopie communiste a donné aux combats pour la dignité des travailleurs et des laissés pour compte.

Le Parti Communiste reste aujourd'hui essentiel pour placer la question du rassemblement populaire sur des contenus progressistes et émancipateurs au cœur de la Gauche.

Il reste indispensable à gauche pour allier refus des stratégies du pire et de l'accommodement devant les victoires de la droite et de l'extrême-droite, la préoccupation constante pour les améliorations concrètes de la condition des gens, mêmes modestes et partielles, dans les collectivités et le pays, avec le maintien d'une perspective révolutionnaire de remise en cause de la propriété capitaliste et de remplacement de ce système capitaliste basé sur la lutte des classes, l'écrasement des classes subalternes, l'exploitation, l'individualisme forcené, qui produit des monstres comme la guerre, l'impérialisme et le fascisme.

Aujourd'hui, le Parti Communiste compte 120 000 adhérents, dont 56 000 adhérents à jour de cotisation. Dans le Finistère, dans notre vingtaine de sections, 600 adhérents à jour de cotisation, autour de 800 en comptant ceux qui ne le sont pas, et une trentaine d'élus.

Ce n'est pas rien.

C'est une force pour mobiliser la population sur des objectifs de récupération de ses droits, et d'abord de ses droits à l'écoute et à la parole, et sur des objectifs de progrès sociaux, démocratiques, économiques et écologiques.

Évidemment, cela ne suffit pas, et nous n'avons pas la prétention, quant à nous, de pouvoir peser sur le rapport de force tous seuls, ni de volonté hégémonique à gauche. Nous savons que même dans ces temps troublés et mouvants, on ne se

projette pas en avant en faisant table rase complète du passé.

Aujourd'hui, nous savons que toute la gauche, à cause des victoires sociales, culturelles et idéologiques du capitalisme, du fait de 35 ans de politique néo-libérale, d'un manque de consistance du projet social-démocrate dans l'Europe et la mondialisation actuelle et d'un déclin et d'une crise du communisme qui remonte à 10-15 ans plus tôt, est en crise comme réalité institutionnelle, organisationnelle, et comme repère symbolique.

Tant le mot, l'étiquette et les idées ont été galvaudés, tout particulièrement ces dernières années.

Pour autant, pour nous, la gauche est encore une idée qui nous parle, qui renvoie à un socle de valeurs, à des référents historiques fondamentaux, à des clivages que l'on aurait tort de jeter aux oubliettes de l'histoire.

Trois candidats qui ont le vent en poupe aux élections présidentielles, Macron, Le Pen et Mélenchon, se réclament publiquement de la volonté de dépasser le clivage droite-gauche, pour opposer citoyens, population laborieuse, et Élités, règne des Partis ou Système.

On prend ainsi exemple sur le fascisme des années 30 pour Marine Le Pen, sur le mouvement « 5 étoiles » italien ou sur Podémos, pour Macron et Mélenchon.

Il y a des effets d'opportunité et d'efficacité à attendre certainement du discrédit dans une partie de l'opinion des partis traditionnels, mais il y a aussi des dangers à nourrir l'idée que le clivage droite/gauche et les partis seraient obsolètes et de l'hypocrisie à le faire quand on en est en train d'en reformer, avec des pratiques très centralisatrices basées plus sur le pouvoir personnel que sur la démocratie militante.

Dans un contexte d'attaques inégalées contre le monde du travail en 2016, par un gouvernement dit de gauche, l'année des 80 ans du Front Populaire pourtant, le Parti Communiste a multiplié les initiatives depuis un an pour que 2017 puisse être une année où une alternative de gauche à l'austérité devienne une réalité.

En organisant « les lundis de la gauche », dès les premières semaines de 2016 pour faire converger la gauche qui ne partage pas le bilan de François Hollande, en déployant une grande consultation « *Que demande le peuple ?* » qui a permis de prendre le pouls du pays auprès de 400 000 personnes, en travaillant avec de nombreuses initiatives comme l'*Appel des 100*, au niveau national, le PCF a tout mis en œuvre pour que la gauche anti-austérité soit au deuxième tour de la présidentielle.

Et pour qu'un rassemblement de la gauche des contenus de progrès déjoue le scénario mortifère d'un second tour Droite-Extrême-droite.

A l'heure de leur choix pour les Présidentielles, après des mois de débats de haute tenue et fraternel, malgré les avis tranchés, les doutes, tant la situation nous apparaissait minée, dangereuse et insatisfaisante, les adhérents communistes ont fait le choix souverain, avec une participation très forte à leur consultation interne, d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon mais aussi de poursuivre les efforts de rassemblement pour que cette candidature soit présente au deuxième tour et soit en capacité de remporter l'élection présidentielle.

Dans le Finistère, nous avons lancé un appel au rassemblement pour les élections législatives dès juillet sur la base de la constitution possible d'un socle programmatique commun dans la foulée de mois de mobilisations contre la loi travail, sur les enjeux environnements, les droits des migrants. Dans ce cadre, nous avons organisé 6 ou 7 rencontres bilatérales dans ce

sens, qui n'ont malheureusement pas abouti jusqu'à présent à une volonté des autres – notamment d'EELV, du NPA, du Parti de Gauche et de France Insoumise- de faire du commun.



2017 : Nous sommes une majorité à vouloir le progrès social, écologique et démocratique

Nous estimons qu'il est nécessaire et possible d'avoir des députés qui rejoignent les bancs du groupe du Front de Gauche, à condition de partir en campagne très vite et de proposer un large rassemblement.

Nous avons lancé notre campagne en faveur du vote pour Jean-Luc Mélenchon avec cet objectif : élargir le rassemblement le plus loin possible, pour battre la droite, le Front national, éviter le drame d'un second tour Fillon-Le Pen et qualifier une véritable politique de gauche au second tour.

Les bas salaires, la pauvreté qui ne cesse de grandir, le chômage, la précarité toujours plus présente, les services publics qui dépérissent, nos industries malades, des actionnaires qui exigent toujours plus de dividendes au détriment de l'emploi : la France est malade de ces politiques d'austérité qui n'ont de cesse de l'affaiblir.

Le temps du renoncement doit cesser, il est temps d'écrire une

nouvelle page de l'histoire sociale, d'un nouvel âge de la Sécurité sociale, d'une nouvelle industrialisation de notre pays en un mot redonner l'espoir en un avenir meilleur.

Pour cela, il faut aussi que chacun prenne conscience de ses responsabilités et que l'on parvienne à rassembler la gauche d'alternative et de progrès.

Je le dis comme je le pense, le choix de Mélenchon et de France Insoumise pour l'instant de refuser d'envisager des rassemblements aux législatives avec le PCF, leurs ex-partenaires du Front de Gauche, sur des bases autres qu'un ralliement et une soumission, est incompréhensible objectivement, irresponsable et irrespectueux.

Présenter des candidats France Insoumise contre les députés du Front de Gauche et du PCF, c'est faire le choix de la division à gauche, de l'affaiblissement du PCF pour créer une nouvelle structure suivant l'agenda et les *desiderata* exclusifs de Mélenchon.

Nous ne laisserons pas accomplir ce projet mortifère pour la gauche et le pays.

Le PCF connaîtra son centenaire, dans les temps difficiles qui nous attendent probablement, il saura montrer qu'il reste une force qui attire la jeunesse qui rêve d'une autre société et veut s'organiser collectivement, une force militante de résistance et de mobilisation populaire sur laquelle la population et tout particulièrement les défenseurs de la démocratie, des idées républicaines, anti-racistes, de la Paix, de la justice sociale et de la paix, peuvent compter.

AVIS

Au cours de l'année 1942 et jusqu'au début de l'année 1943, les citoyens français dont les noms suivent ont commis, dans le département des Finistère, de nombreux actes de sabotage et de terrorisme contre les troupes d'occupation allemandes. Ces actes ont été réalisés, le pluspart du temps, en commun, et à l'aide d'armes et explosifs.

1. Pirman, Jean-Louis, né le 17-10-1881.
2. Le Raë, Louis-Louis, né le 7-5-21.
3. Gilson, Yves-Jean, né le 15-10-1897.
4. Vulliamin, Charles-Jules, né le 28-3-1918.
5. Abalain, Albert-Louis-Marie, né le 13-2-1915.
6. Rannou, Albert-Marie, né le 2-3-1914.
7. Monot, Paul-Mathurin, né le 1-6-1921.
8. Aggwaerth, Lucien-Etienne, né le 11-10-1891.
9. Ropars, Joseph, né le 8-10-1912.
10. Berger, André-François, né le 30-12-1928.
11. Taurrec, Jean-Marie, né le 26-3-1908.
12. Rolland, Albert-François, né le 28-1-1913.
13. Rolland, Etienne-René, né le 10-11-1916.
14. Le Cost, Paul-Félix-Pierre, né le 2-6-1913.
15. Quétrier, Jean, né le 23-4-1912.
16. Duparquet, Louis-Théophile, né le 2-5-1906.

D'autre part, les citoyens français dont les noms suivent ont entrepris activement de recruter le parti communiste légal, dans le but de combattre les troupes allemandes d'occupation :

17. Moreau, Henri, né le 25-10-1908.
18. Le Guez, Louis-Marie, né le 25-2-1907.
19. Laffeur, Eugène-Constant, né le 6-3-1889.

Les personnes susdésignées ont, en conséquence, été condamnées à mort le 28 août 1943, par le tribunal de guerre allemand compétent, les 16 premiers pour actions de terrorisme, et les trois derniers pour agissements en faveur de l'ennemi. Le jugement a été exécuté.

Il est rappelé à nouveau à la population civile française qu'elle s'expose à de graves conséquences en prenant part à des actes de sabotage ou de terrorisme ou en entrant en contact avec les organisations dirigées contre les troupes allemandes d'occupation.

DER MILITÄRBEFEHLSHABER IN FRANKREICH.

Le PCF, fidèle aux luttes passées, pour l'avenir d'une France en commun

Pour finir, je voudrais lire, pour rendre hommage à ces hommes de devoir à qui nous devons je crois une fidélité indéfectible aux rêves et espoirs qui leur ont permis de rester debout, la dernière lettre d'Albert Rannou.

Cette lettre fut retrouvée sous forme manuscrite tout récemment, parce qu'elle m'a été confiée par un sympathisant communiste de Pleyber-Christ. Elle a été écrite, juste avant son exécution, par Albert Rannou le 17 septembre 1943, résistant communiste brestois, maçon de l'arsenal originaire de St Thégonnec, ancien des Brigades Internationales, fusillé au Mont Valérien avec André Berger et Henri Moreau, Joseph Ropars et Albert Abalain.



Fait à la Prison de Fresnes le 17 septembre 1943

« Cher Papa et chère Maman

Il est 11 heures moins le quart, on vient de nous prévenir qu'on va être fusillés à 16 heures. Je vais donc donner ma vie à la France, pour ma patrie que j'ai toujours aimée et pour laquelle j'ai combattu. Je meurs content car mon sacrifice (j'en ai la certitude) n'aura pas été vain. J'ai lutté durant ma courte existence pour le bonheur des travailleurs et pour que la paix règne en ce monde.

(censuré)

Mes chers parents, vous savez que je vous ai toujours aimés et que vous me le rendez bien ainsi qu'Yfic. Ça me fait une peine immense de vous quitter à jamais. Je ne sais comment vous exprimer toute ma gratitude pour ce que vous avez fait pour moi. Vous m'avez choyé depuis mon enfance jusqu'à ma dernière heure. Si quelquefois je vous ai fait de la peine, vous m'avez pardonné. Je n'oublie pas non plus ma belle-sœur. Grand-mère et toute la famille auxquels vous voudrez bien envoyer mes amitiés dernières. Je pense à vous tous en ce moment qui est plus pénible pour vous que pour moi. Je viens de voir l'aumônier, j'ai refusé la communion. Donc aucun service religieux à mon intention. Mes amitiés aussi à tous les

voisins et camarades, qu'ils sachent que j'ai fait mon devoir de Français et de communiste.

Papa, Maman, ma dernière pensée sera pour vous et pour mon frère. Je vous embrasse tous dans un même élan.

Soyez courageux.

Adieu tous.

Votre fils Albert.

Vive la France, Vive le parti communiste

Paix- Liberté- Justice »



Suite à cela, **Xavier Compain, porte-parole régional du PCF**, a pris la parole pendant 20 minutes sur des thématiques complémentaires rattachées aux campagnes du PCF national et Bretagne: « *La Bretagne en commun pour le désarmement nucléaire, la relocalisation des revenus paysans, la revalorisation des salaires , l'accès à l'égalité des soins pour tou.te.s, la république et ses services publics dans tout les territoires, la solidarité internationale.* »

Créons avec les citoyen-ne-s une perspective à gauche



Adresse du Parti Communiste du Finistère aux forces politiques, syndicales, associatives de transformation sociale et écologique du Finistère.

à Europe Ecologie les Verts, au NPA, à Nouvelle Donne, à l'UDB, aux socialistes de gauche hostiles à la politique du gouvernement Hollande-Valls

à Ensemble, au Parti de Gauche, aux Collectifs Front de Gauche du Centre Finistère, du Pays Bigouden et du Pays de Morlaix

à Brest Nouvelle Citoyenneté et à l'Autre Gauche de Plouzané, à l'Alliance Citoyenne de Douarnenez, à La gauche naturellement à Fouesnant, à l'association A Bâbord toute de Concarneau, à La coopérative citoyenne à Morlaix, au Forum Civique de Plougastel

au Collectif Anti-TAFTA 29, à ATTAC

à la CGT, à Sud Solidaires, à FO, à la FSU



Face à l'urgence des crises sociale, écologique et démocratique, la brutalité du libéralisme, la menace du retour au pouvoir d'une droite

de la dureté et le danger de la montée de l'extrême-droite, il est nécessaire de se rassembler pour construire un espoir, une perspective d'émancipation pour notre pays.

Nous vivons un moment inédit de régression sociale : 100 000 personnes de plus sont passées sous le seuil de pauvreté depuis 2012, le chômage et la précarité des salarié-e-s ne cessent d'augmenter, les services publics, la protection sociale et le droit du travail sont remis en cause et dégradés à une vitesse inquiétante.

Trahissant le Mandat Populaire, François Hollande et ses gouvernements se sont soumis aux directives libérales et aux politiques d'austérité préconisées par la Commission Européenne. Ils ont fait le choix idéologique de la domination du capitalisme financier.

La situation politique est complexe. Malgré un mouvement social d'une grande vigueur depuis quatre mois contre le projet de loi El Khomri, qui aggraverait encore la situation des salarié-e-s et précaires et amplifierait le chômage, les échéances importantes de 2017 se préparent dans l'émiettement à gauche.

Beaucoup de nos concitoyens n'iront pas voter si la situation en reste là.

D'autres voteront pour des candidats qui accentueront les inégalités, la concurrence de tous contre tous, la défiance sociale, confessionnelle ou ethnique, le recroquevillement nationaliste et le non respect des objectifs affichés par la COP 21.

Le pire est possible : une gauche progressiste divisée et affaiblie quasiment éliminée des instances de représentation nationale.

Les communistes ne se résignent pas à ce scénario et essaient de changer le rapport de forces. Elles et ils appellent à un large rassemblement de gauche sur des bases claires, en rupture nette avec les politiques économique, sociale, d'immigration, étrangère, menées depuis 2012 et sous Sarkozy.

En essayant d'impliquer les citoyennes et citoyens qui veulent d'une

autre politique, qu'ils soient ou pas engagés dans un parti ou un syndicat, elles et ils font remplir une grande consultation citoyenne, – les 500 000 questionnaires « Que demande le peuple ? » – pour construire un contenu de projet politique pour les échéances de 2017 avec les citoyens, au plus près de leurs attentes et de leurs besoins, et essayer de rendre incontournable un mandat populaire.

C'est une autre façon de faire de la politique, privilégiant le débat d'idées qui rassemble face à la personnalisation politicienne, en vogue dans les grands médias, qui divise et détourne des vrais problèmes.

Nous souhaiterions élaborer avec vous un Pacte d'engagements validé par une large base citoyenne. Ce travail de défrichage politique commun peut créer une dynamique qui déjoue les sombres pronostics annoncés.

Pour cela, nous aimerions échanger avec vous pour poser les bases d'une alternative politique et sociale à gauche et vous rencontrer dès que possible pour créer les conditions pour mettre en œuvre ce projet dans tout le département à travers les huit circonscriptions du Finistère.

Nous vous recontacterons très rapidement à ce sujet.

Salutations militantes.

Le 7 juillet 2016.